

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Meetings à Lille, Rennes, Paris

UNE CAMPAGNE OUVRIERE ET PAYSANNE !



Discussions animées aux stands des comités locaux (meeting de Paris).

Les grands ténors des partis bourgeois courent en ce moment le pays, du nord au sud, de l'est à l'ouest. Dans toutes nos villes, ils multiplient les meetings et rassemblements. La

presse, la radio, la télévision sont pleines à ras bord de leurs appels, de leurs discours, de la dispute qu'ils se livrent à grand renfort de publicité, les uns pour se maintenir, les autres pour

accéder au gouvernement. Des vedettes !

Leurs spectacles se préparent et s'annoncent comme ceux des chanteurs, footballeurs ou autres célébrités de la scène ou du sport. A ce prix, ils peuvent rassembler quelque foule, ce dont sont bien incapables les représentants subalternes de leurs partis respectifs : comme on ne vient que pour écouter, pour « consommer » autant venir pour « les meilleurs », les « plus forts », ceux qui ont des années de discours derrière eux, ceux qui débattent à la télé devant des millions de gens !

Quel contraste avec ces trois meetings de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne ! A Lille comme à Rennes, à Rennes comme à Paris, la vedette c'était le peuple, les orateurs, c'était des gens du peuple : de simples ouvriers, de simples paysans, non pas comme Peyrefitte, ce fils de la campagne comme il prétend, ou Marchais, ce tour-

neur des années 40, pour ne pas parler de Giscard enfant de la banque, Chirac, produit de la firme Dassault ou Rocard, énarque impatient d'administrer l'Etat capitaliste.

Ce qu'ils exprimaient à la tribune, avec force, avec émotion, avec ironie, avec maladresse parfois (ce ne sont pas des professionnels du discours !) c'était leurs luttes, leur volonté d'en finir avec ce monde pourri, leur enthousiasme, leur détermination pour le combattre et leur confiance aussi.

Et la salle était comme eux, aspirant à s'unir pour lutter et vaincre.

A n'en pas douter, l'avenir pour le peuple n'est pas du côté du capitalisme, du révisionnisme, de l'« Union de la Gauche » : il est bien du côté de la révolution, du socialisme, du marxisme-léninisme, de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne !

Campagne des législatives

MERCREDI 1^e MARS
A 19h 42
L'UOPDP
7 MINUTES
A LA TELEVISION
SUR TF 1

A ne pas manquer : il n'y aura pas d'autre intervention télévisée de l'UOPDP avant le premier tour !

A propos de la situation dans la Corne de l'Afrique

DECLARATION COMMUNE

du PCR m-l et du PCMLF

Les Bureaux politiques du Parti communiste marxiste-léniniste de France et du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste considèrent que la tension qui règne dans la corne de l'Afrique ne cesse de s'accroître, créant une situation gravement préoccupante pour la paix mondiale.

Les combats dans la région de l'Ogaden, opposant l'armée éthiopienne au front de Libération de Somalie occidentale, soutenu par la Somalie, ne cessent de s'intensifier.

Le conflit territorial qui oppose l'Éthiopie à la Somalie est un problème légué par le colonialisme. Comme tous les conflits de ce genre, opposant deux pays du tiers monde, et conformément aux principes définis par la Charte de l'Organisation de l'Unité africaine combinant le droit à l'autodétermination des peuples et le respect des frontières héritées du colonialisme, il devrait pouvoir se régler par la discussion et la négociation pacifique, sans qu'une guerre fratricide n'oppose les deux peuples.

De nombreux pays africains et l'OUA offrent leur médiation pour qu'une solution soit trouvée dans ce sens.

Mais les deux superpuissances, URSS et USA, ne l'entendent pas ainsi. Elles cherchent à profiter de la situation pour défendre ou développer leur influence et leur position dans cette ré-

gion d'un haut intérêt stratégique pour leur prétention à l'hégémonie mondiale.

L'Union soviétique se montre une nouvelle fois, particulièrement agressive. Elle est la principale responsable de l'aggravation de ce conflit. Après avoir fait semblant de soutenir et d'aider la Somalie, soumise pendant cette période à un véritable pillage impérialiste, elle a choisi de tenter de prendre la place laissée vide par l'expulsion de l'impérialisme US d'Éthiopie.

Le social-impérialisme russe a investi ce pays par ses conseillers économiques et militaires, ses soldats et mercenaires originaires de Cuba et d'autres pays qu'il satellise. C'est sous un encadrement soviéto-cubain que sont déchaînées des actions répressives sanglantes contre les masses populaires éthiopiennes attachées au processus de révolution démocratique et à l'indépendance de leur pays. D'ores et déjà, plusieurs dizaines de milliers de victimes ont été assassinées dans les conditions les plus atroces.

Depuis le mois de décembre dernier, le sixième de la flotte aérienne russe, soit 225 avions, et une dizaine de navires soviétiques déversent en Éthiopie des tonnes d'armement, lance-fusées, missiles fusils et munitions qui dépassent de très loin les besoins défensifs de l'Éthiopie. Les effectifs militaires soviéto-cubains sur place ont plus que tri-

(Suite page 2)

AUX CANDIDATS AUX LEGISLATIVES

Cette semaine doivent se réunir, dans chaque circonscription, les commissions de propagande.

Ces commissions, composées de fonctionnaires, sont chargées de vérifier le respect des lois et règlements dans le déroulement de la campagne et en particulier, elles ont pour rôle de contrôler les « professions de foi » et bulletins de vote et de procéder à leur expédition à tous les électeurs de la circonscription.

Les candidats doivent être avertis des dates et heures de réunion de la commission de propagande de leur circonscription. Ils peuvent en effet participer ou s'y faire représenter par un délégué. La présence aux réunions des commissions est utile pour éviter que certains tentent de faire bloquer l'expédition du matériel de l'UOPDP par telle ou telle argutie juridique.

Que chaque candidat veuille donc à être représenté aux réunions de la commission de propagande de leur circonscription.

● Pékin

**L'ASSEMBLEE
NATIONALE POPULAIRE
SE REUNIT**

Voir notre article p. 2

A propos de la situation dans la Corne de l'Afrique

Déclaration commune du PCRML et du PCMLF

plé, atteignant désormais 4 500 hommes et La Havane continue de battre le rappel de 5 000 réservistes cubains. L'objectif avoué de ce spectaculaire déploiement de forces est la reconquête de l'Ogaden, perdue par l'Éthiopie à la fin de l'année 1977. Mais ce n'est pas le seul. Il vise aussi directement la souveraineté et l'indépendance de la Somalie qui a osé résister à la domination du social-impérialisme russe en dénonçant ses méfaits devant l'opinion publique internationale, en expulsant ses experts et conseillers, en révélant son pillage impérialiste.

L'URSS rêve notamment de reprendre pied dans l'important port somalien de Berbera, dans le golfe d'Aden dont elle a récemment été chassée par les autorités somaliennes. Son plan vise aussi à prendre à revers l'Égypte et le Soudan, deux pays qui ont également rejeté le diktat de Moscou et à prendre pied dans l'État nouvellement indépendant de Djibouti.

L'Afrique présente un grand intérêt pour le social-impérialisme russe. Elle est la source des matières premières vitales pour l'économie européenne. C'est au

large de ses côtes que transitent l'essentiel des pétroliers allant du Moyen Orient à l'Europe. Soumettre ce continent à sa domination, serait donc pour Brejnev un pas important vers la conquête de l'Europe, enjeu principal de sa rivalité avec l'impérialisme US.

C'est là aussi la raison de ses agressions précédentes en Angola et au Zaïre, des complots et des manœuvres qu'il trame pour diviser les mouvements de libération en Afrique australe.

De leur côté, les USA n'entendent pas se laisser évincer et ils intriguent en coulisse pour défendre leurs intérêts impérialistes dans cette région.

Le Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste et le Parti communiste marxiste-léniniste de France condamnent les agissements des superpuissances en Afrique et dans le monde entier qui se heurtent de plein fouet à l'irrésistible courant des peuples et des pays du tiers monde. Ces derniers se sont dressés dans la lutte contre le colonialisme, l'impérialisme et particulièrement l'hégémonie des deux superpuissances, pour imposer leur libération, le respect de leur indépendance et de leur sou-



veraineté et un nouvel ordre économique mondial.

Le PCRML et le PCMLF appellent les travailleurs de France et tous les anti-impérialistes à agir pour soutenir la juste cause des peuples de la corne de l'Afrique dans leurs luttes contre les entreprises agressives des superpuissances et particulièrement en l'espèce du social-impérialisme russe.

Indépendance et liberté pour les peuples opprimés en Éthiopie !

Halte à l'agression contre la Somalie indépendante !

Le Bureau politique du PCRML
Le Bureau politique du PCMLF

Le 21 février 1978

● Pékin

L'Assemblée nationale populaire se réunit

L'Assemblée populaire nationale - le Parlement chinois - siège actuellement à Pékin. C'est là un événement dans la vie politique chinoise car il y a plusieurs années qu'une semblable réunion n'avait pas été convoquée. Elle a été précédée de trente assemblées de province, de municipalités et des régions autonomes dans tout le pays.

A ces assemblées préparatoires, les cadres du parti et de l'État ont établi le bilan de la situation régnant dans leur secteur après l'écrasement de la bande des Quatre, dirigeants destitués qui avaient divisé la ligne du parti, entravé l'exercice de la démocratie prolétarienne et saboté l'économie. Ils ont également tracé les tâches de combat et fixé les objectifs à atteindre à l'heure actuelle et jusqu'en 1980.

La réunion de l'Assemblée populaire nationale se tient alors que le style de travail démocratique et l'esprit de consultation pratiqués au sein du front uni révolutionnaire en Chine ont été rétablis sous l'impulsion du Comité central du parti. C'est ce style que le président Mao avait toujours encouragé et le « bien-aimé Premier ministre » Chou En-lai toujours appliqué.

Les objectifs généraux fixés à cette assemblée sont :

- La consolidation et le développement du front uni révolutionnaire ;
- Le renforcement de la solidarité des diverses nationalités du pays ;
- La consolidation de la dictature du prolétariat en Chine ;
- La libération de Taïwan ;
- Et la transformation de la Chine en une puissance socialiste moderne avant la fin du siècle.

● Genève

La répression en Argentine dénoncée

La « Commission argentine pour les Droits de l'homme », qui regroupe de nombreux Argentins en exil, estime que la coupe du monde de football en 1978 en Argentine est une « chose aberrante ». Au cours d'une conférence de presse, que cette commission a organisée à Genève, l'un des membres de cette commission a demandé aux journalistes qui se rendront en Argentine « d'ouvrir les yeux ». Il est important, a-t-il ajouté que la presse ne se contente pas de « l'image officielle » que leur présentera la junte, pour qui la coupe du monde de football constitue « une occasion d'amé-

liorer son image ». La commission a rappelé qu'en Argentine, les morts, les disparus et les prisonniers politiques se comptent par dizaines de milliers. Plusieurs personnes sont venues témoigner de la violation des Droits de l'homme dans ce pays, notamment Jean Doumergue, un Français dont le fils a disparu à Rosario en septembre 1976. La commission a fait savoir que le nombre des Français disparus ou incarcérés en Argentine atteint le chiffre de dix-neuf à l'heure actuelle.

● Italie

Les travailleurs des usines Michelin en Italie, qui regroupent 15 000 salariés vont accentuer leur action pour faire aboutir leurs revendications. Jeudi, les ouvriers de l'usine de Trente feront grève et tous les travailleurs de Michelin en Italie manifesteront le 1er mars à Turin. La plate-forme revendicative des syndicats porte notamment sur l'emploi, l'organisation et les conditions de travail, l'octro-

de congés supplémentaires pour ceux qui travaillent de nuit et une augmentation des salaires, dégressive en fonction de l'importance de la feuille de paie, en moyenne 15 000 livres par mois. Voilà qui va à l'encontre des décisions des directions syndicales qui demandent aux travailleurs de ne plus revendiquer d'augmentations de salaire.

● Afrique du Sud

M. Johnson Nyathi, l'un des dix-huit membres du PAC (Pan African Congress) accusés d'activités « terroristes » passe en procès depuis un mois, assistant sur des béquilles aux audiences de son procès. Il a déclaré avoir été maltraité et avoir subi des sévices durant sa détention, il fut jeté par une fenêtre l'an dernier. Il profite de son procès pour faire celui de la justice et réclame des dommages et intérêts pour ce qu'il a dû subir.

Le président soudanais à l'URSS

« Bas les pattes devant l'Afrique »

Lors d'un discours télévisé au Soudan, le président Nimeri a expliqué la position de son pays à propos du conflit somalo-éthiopien. « Bas les pattes devant l'Afrique », c'est en ces termes qu'il a commencé son discours, puis il a poursuivi : « L'Union soviétique s'était rangée du côté de la Somalie pour ses propres intérêts ; actuellement, elle adopte, à son égard, une attitude hostile et cela aussi, pour ses propres intérêts ». « Ce qui s'est passé en Somalie s'était déjà produit dans d'autres endroits et l'on s'attend à ce que cela se reproduise encore sur le continent africain où l'Union soviétique ne ménage pas, à l'heure actuelle, son activité ».

Il a ajouté : « Nous, Soudanais, ne nions pas l'existence d'un différend et d'une tension entre la Somalie et l'Éthiopie, même avant la présence soviétique dans la corne de l'Afrique. Mais ce différend et cette tension se sont aggravés lorsque l'Union soviétique se mit du côté de la Somalie, et sont devenus explosifs lorsque l'Union soviétique se rangea du côté de l'Éthiopie ».

Il a indiqué que pour satisfaire l'avidité soviétique dans la corne de l'Afrique « la Somalie aussi bien que l'Éthiopie avaient payé un lourd tribut - le sang de leurs deux peuples, des échecs dans le développement des deux pays et l'instabilité dans l'ensemble de

la région ». J'ai déjà averti l'Union soviétique, et maintenant, je déclare une fois de plus que même si l'Union soviétique réussit à dominer la corne de l'Afrique, cela ne pourra pas durer longtemps », a-t-il poursuivi.

Par ailleurs, lors de deux interviews accordés à deux quotidiens saoudiens, il a expliqué que le Soudan déployait tous ses efforts pour parvenir à une situation négociée tout en insistant à nouveau sur le rôle joué par l'URSS et les craintes pour l'avenir, « la proximité de la corne de l'Afrique avec le monde arabe fait craindre que les Soviétiques ne transforment la région en un enjeu de conflits internationaux ».



0,5 % d'augmentation des prix en janvier

L'indice des prix vote pour Barre

Depuis la mise en application du plan Barre, les prix continuent à augmenter allégrement au rythme de 10 % environ. Mais voilà que les derniers indices sont tous « bons ». Le professeur Barre aurait-il enfin réussi son tour de force : tenir les prix en laisse en système capitaliste. Il semble bien aux dernières nouvelles que ce soit plutôt le prestidigitateur Barre qui ait fait des siennes. Des coïncidences : alors que l'indice de janvier est habituellement assez fort, il retombe curieusement quand le mois de janvier tombe... avant les élections : 0 % en 1973 avant les dernières législatives, plus 1,1 % en janvier 1976 à la veille des cantonales, 0,3 % en janvier 1977 avant les municipales. Des faits : la hausse des prix existe bel et bien mais ne s'est pas répercutée sur l'indice de janvier. Barre lui a lâché la bride de telle manière qu'elle n'influencera l'indice qu'après les élections. Voilà comment s'y est pris ce professeur en prestidigitation pour faire tomber les prix après avoir fait tomber ceux sur le chômage. Il les fait tomber sur le papier, un point c'est tout.

Il refuse d'ouvrir son coffre au contrôle de police. Il en a le droit

La justice le condamne

Michel Trignol, un éducateur de 26 ans, avait refusé d'ouvrir le coffre de sa voiture à des policiers, le 29 janvier à la porte Maillot. Le 24 février, une justice au « garde à vous » l'a condamné à un mois de prison avec sursis et 500 F d'amende. Pourtant une décision du Conseil constitutionnel du 12 janvier 1977 avait déclaré anticonstitutionnelle la loi du 20 décembre 1976 autorisant la fouille des voitures. Mais voilà, à l'époque la police recherchait soi-disant partout (dans les voitures, mais aussi dans les sacs, les sacs à main, dans le rembourrage des sièges, etc.) le baron Empain. Or, dans ce cas de « crimes flagrants », l'article 53 du Code de procédure pénale donne des « pouvoirs exceptionnels » aux officiers de police judiciaire. « La perquisition à domicile peut être opérée et à fortiori, a estimé le tribunal, la fouille d'un coffre de voiture qui n'est pas un domicile ».

Et voilà, le tour est joué, le substitut Tatu est content, le pouvoir satisfait. Un précédent des plus inquiétants si l'on pense qu'il suffit à la police de prendre prétexte d'un « crime flagrant » pour perquisitionner en toute tranquillité.

Le coup de pouce des PTT

Les PTT organisent un concours qui vise à récompenser les meilleurs projets de vacances. En fait, il s'agit d'une véritable opération publicitaire qui leur permet de ramasser beaucoup d'argent. Les jeunes participants âgés de 16 à 21 ans doivent en fait être titulaires d'un CCP ou d'un livret de Caisse nationale d'épargne ou en avoir fait la demande. L'argent placé ira aux PTT et leur permettra de réaliser des opérations fructueuses. En outre, un dirigeant du club d'athlétisme des PTT a proposé aux jeunes d'y participer. Il les assurés qu'ils gagneraient, laissant sous-entendre que c'était convenu ainsi. La moitié irait au club. Les jeunes ont refusé la combine.

Un lecteur

pour les 16-21 ans

OPERATION PTT

"coup de pouce aux jeunes"

Ah, si le peuple pouvait rester chez lui

Un lecteur de Vannes nous rapporte le fait suivant. Le Syndicat national des instituteurs (SNI), syndicat dont la direction est très fortement influencée par le PCF, édite une revue « L'école libératrice ». Eh bien, sur la couverture du No 17, daté du 20 janvier 1978, en guise de principe, on peut lire : « Le peuple doit rester chez lui et laisser à ceux qui ont plus d'esprit la peine de la diriger » (Brissot). Décidément, ces messieurs les dirigeants révisionnistes n'ont qu'une hantise : qu'à nouveau, comme en 1968, le peuple descende dans la rue...

Gauche ou droite

NON AU RENFORCEMENT POLICIER

Succès des 4 heures du collectif populaire de Vitry contre la répression

Faut-il laisser une municipalité appeler à renforcer la police sous prétexte qu'elle est de gauche ? Pas du tout. Il faut dénoncer la campagne de propagande comme on le ferait dans une municipalité de droite.

C'est la réponse claire et nette apportée à la question par le Collectif populaire de Vitry contre la répression. Vitry-sur-Seine est une municipalité de gauche où le PCF reste quasi-hégémonique. Les rondes de flics sont incessantes surtout dans les quartiers les plus ouvriers ; les brimades à l'égard des jeunes sont quotidiennes, d'autant plus quand il s'agit de jeunes immigrés. La municipalité a engagé une campagne monstre sur le thème « Non à l'insécurité, exigez un commissariat à Vitry ». Des dizaines de milliers de tracts, de bulletins municipaux ont été déversés dans les boîtes aux lettres aux frais des contribuables, puis une pétition à signer et à retourner gratuitement.

La municipalité a recueilli une dizaine de milliers de ces pétitions anonymes qui s'entassaient jusque dans les bureaux de poste et que n'importe qui pouvait signer. Puis espérant compter sur l'effet de cette propagande à l'allure de rouleau

compresseur, elle a organisé un meeting « pour le commissariat ».

CRÉATION DU COLLECTIF

Lors du meeting, les opposants au commissariat ont représenté une forte minorité. Refusant de laisser s'exprimer, le conseil

municipal a préféré clore prématurément le meeting. Ils se sont alors regroupés et ont transformé la fin de celui-ci en procès de la police expliquant que dans notre système il ne peut y avoir de « bonne » police.

Le Collectif qui a été créé peu après a développé ce thème et appelé à se battre contre la création du commissariat et le renforcement policier. Il exige par contre que les jeunes puissent disposer de centres de quartiers et avoir l'accès libre et gratuit aux équipements spor-

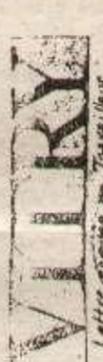
tifs et culturels. Prises de paroles sur les marchés, dans les cités ouvrières, mini-manifestation d'une quarantaine de personnes autour du marché derrière les banderoles du Collectif, délégation en force à la mairie, etc. ont permis de s'adresser de façon relativement large à la population et d'obtenir une salle.

LES QUATRE HEURES DU COLLECTIF

Environ soixante-dix personnes ont assisté à différents débats, samedi 25 février, salle Montesquieu, à Vitry. C'est un succès dans la mesure où la mairie n'a donné qu'une salle périphérique espérant réduire l'audience de cette manifestation. Succès aussi par la présence d'une délégation des résidents du foyer Sonacotra d'Ivry en grève des loyers, de jeunes, de femmes du groupe-femmes de Vitry, etc. La popularisation de la lutte contre le renforcement de la répression va continuer, notamment dans les quartiers.

Le Collectif a également décidé de s'organiser de manière à soutenir de façon efficace les résidents du foyer Sonacotra en cas d'agression policière comme il s'en est déjà produite.

Le droit de réunion



Cela fait maintenant plus de dix jours que le collectif populaire contre la répression par lettre en date de 10 janvier au maire, demandait la possibilité de tenir une réunion publique avec des forums et des films afin d'ouvrir le débat sur la question de la « délégué » et de la « lettre » que la municipalité pense créer par la création d'un commissariat à Vitry. Pendant tout ce temps, aucune réponse, impossibilité de joindre le maire, introuvable en mairie ou toujours absent, tandis que les adjoints ne voulaient prendre aucune responsabilité.

Cette façon de faire, de la municipalité d'U de gauche tenta de masquer un fait bien réel celui-ci : les atteintes à la liberté d'expression, à la libre circulation des idées, contre le comité populaire contre la répression.

Après beaucoup d'insistance, de démarches, le comité vient d'obtenir, pour sa réunion publique, la salle Montesquieu, rue de la gare à défaut du Palais des Sports, chassée gardée de la municipalité d'union de gauche.

La meilleure riposte, c'est de participer à cette réunion : 4 heures pour lutter contre l'insécurité des travailleurs.

Dans son édition du 10 février, le journal du PCF « Le Travailleur » protestait contre les difficultés faites à la section de Thiais du PCF par la mairie de Thiais pour avoir une salle. Le collectif, traité de la même manière à Vitry, mairie PCF, a envoyé au « Travailleur » une lettre quasi-identique où seuls les noms de lieux et d'organisation ont dû être changés. Aux dernières nouvelles, « Le Travailleur » ne l'aurait pas publiée...

Chanson du collectif

Sur l'air de « la mauvaise réputation » (G. Brassens)

A Vitry, ceux de la mairie
Réclament un commissariat
Ils voudraient nous voir encadrer
Ils voudraient au pas nous faire marcher
Ils n'ont pas lésiné sur les pétitions
Ni non plus sur les réunions-bidons

REFRAIN

Non, non, non au commissariat
Les travailleurs ils n'en veulent pas
S'ils croient qu'ils vont nous la boucler
On va durement les détromper.

A l'usine, au piquet de grève,
Qui déloge les ouvriers ?
C'est les milices et puis les flics
Le SAC et les nervis fascistes
Ils sont tous au service de la bourgeoisie
Mais contre eux les ouvriers s'organisent

REFRAIN :

Non, non, non
S'ils croient que nos luttes, ils vont briser
On va durement les détromper.

Les flics n'ont jamais protégé
Une femme en train de se faire violer
Quand une plainte est enfin déposée
Ils rigolent, prétendent qu'on l'a bien cherché
Viol et violence sont nés de cette société
C'est contre elle que les femmes s'organisent

REFRAIN

Non, non, non
S'ils croient qu'avec les flics ça va changer

On va durement les détromper
Si on a le teint basané dans le métro, contrôle d'identité
Contrôle d'identité
On est fouillé, souvent tabassé
Et de la famille séparé
Travailleurs français et immigrés
Contre le racisme faisons l'unité

REFRAIN

Non, non, non
Quant au ministre Stoléro
On lui foutra notre pied au cul !

Femmes, chevelus et révoltés
On est la première cible visée
Qu'il y ait vols ou locaux saccagés
C'est nous bien sûr qu'on vient chercher
Quand on cherche du boulot, on n'a aucune chance
C'est cette société qui fabrique la délinquance

REFRAIN

Non, non, non
S'ils pensent à l'armée nous embrigader
On va durement les détromper.

Nous disons NON A LA DÉLATION
Non à la loi des FLICS ET DES PATRONS
Ceux qui veulent un renforcement policier
Ne sont pas dans le camp des ouvriers,
Contre la RÉPRESSION et la DÉLATION
A Vitry, renforçons le comité !

REFRAIN

Non, non, non
On va durement les détromper



● Tour Montparnasse
Restaurant interentreprises (Borel)

Echec au licenciement !

Le 21 février, au restaurant Inter-Entreprises, situé au sous-sol de la tour Montparnasse et géré par la Générale de Restauration, filiale du groupe Borel, un plongeur a été licencié.

La direction prétend qu'il a voulu « saboter et détériorer le matériel » alors qu'il n'a fait qu'effectuer son travail normal.

Depuis une semaine, l'action revendicative se développait chez les plongeurs ; ils ont fait grève une journée et débrayé deux fois pour leurs revendications :

- Prime de sous-sol de 205 F ;
- 5e semaine de congés payés ;
- Salaire minimum à 2 300 F (le salaire actuel est de 1 808 F brut) ;
- 13e mois pour tous
- Paiement du 2e repas

(les travailleurs de la restauration ont droit à deux repas par jour ; ils n'en prennent qu'un chez Borel) ;

- Nourriture saine, abondante et variée.

C'est qu'en effet la colère des plongeurs avait éclaté lorsqu'au cours d'un repas, les gérants étaient venus leur retirer de la nourriture du plateau : eau minérale, poire, pomme, fromage patisserie... parce que, paraît-il, ces produits entrent dans la catégorie des produits de luxe !

Et comble de cynisme, il n'est pas rare de voir ces mêmes gérants déguster des fruits de mer accompagnés de bons vins en se faisant servir à table, par une employée.

C'est pourquoi les plongeurs avaient déjà fait trois fois grève la semaine der-

rière, malgré les menaces, les injures et même une tentative de cassage de gueule des gérants.

Et lorsque l'un des leurs, syndicaliste CFDT, était licencié le 21 février sous un prétexte fabriqué, le mouvement est reparti, beaucoup plus ample : plongeurs, serveuses des étagères, de la cafétéria et de l'omnibus, caissières, pâtisseries, soit près de 40 employés sur 80 au total pour exiger la réintégration de leur camarade.

Il est remarquable que toutes les travailleuses entrèrent dans le mouvement alors qu'elles n'avaient jamais participé à aucun jusqu'à présent. Quand les gérants les envoyèrent à la plonge pour briser la lutte de leurs camarades, cela a eu pour effet de susciter un sentiment de solidarité

sous l'oppression commune.

Donc, le 21 février, entre 11 h 30 et 14 h, tous les grévistes se sont massés à l'entrée du restaurant pour expliquer leur lutte aux clients et les engager à boycotter le restaurant (3 000 repas servis environ).

Nombreux furent les travailleurs qui soutinrent ainsi les grévistes et lorsque certains hésitants entraient et ressortaient (car le service assuré par les gérants et des intérimaires amenés à la hâte n'était pas fameux), ils étaient salués par un tonnerre d'applaudissements : c'était encore la preuve de l'efficacité de l'action !

Mercredi 22 février, l'action pour la réintégration du plongeur licencié s'est amplifiée. Tout le personnel, y compris les cuisiniers, était en grève ; la direction a dû

fermer le restaurant et reculer :

- Le licenciement est annulé ;
- 100 F de prime de sous-sol pour les bas salaires (80 F pour les moyens et 50 F pour les hauts salaires).

Ce jour-là, c'était la fête devant le restaurant : les cuisiniers avec leur grande toque blanche, les plongeurs en tablier bleu, tout le personnel en tenue de travail était là, plein d'enthousiasme, pour expliquer la lutte aux travailleurs qui fréquentent habituellement le restaurant.

La lutte continue pour la satisfaction complète des revendications ; le restaurant était encore fermé le 23 février.

Correspondant HR

● St-Denis
Les
communaux
s'opposent à
un
licenciement

Vendredi, plus d'un millier d'employés communaux (ils sont 1 800 au total) de la municipalité de Saint-Denis étaient réunis en assemblée générale à l'appel de leur syndicat CGT, dans la grande salle de la mairie. Ce jour-là, les communaux débrayaient pour soutenir la grève menée par la majorité des jardiniers de la ville pour s'opposer au licenciement de l'un d'entre eux.

Auparavant, toutes les tentatives de règlement négocié s'étaient heurtées à une fin de non-recevoir de la part des élus du PCF de la ville de Saint-Denis.

Ces mêmes élus ne manqueront pas de faire valoir qu'il est réactionnaire de faire grève contre les élus PCF et les pressions risquent d'être nombreuses pour briser ce mouvement à trois semaines des élections...

Aux blanchisseries
Elis de St-Genis
Les délégués CGT
votent
le licenciement
du délégué CFDT

Dans cette laverie industrielle, cent travailleurs environ, payés au SMIC, sont employés dans des conditions graves d'insalubrité au nettoyage du linge d'hôpitaux et d'usines.

Humidité, chaleur, atmosphère viciée, cadences élevées, obligation de faire des heures supplémentaires, utilisation massive du travail par intérim, voilà un premier aperçu des conditions de travail faites aux travailleurs, en majorité composés de femmes et d'immigrés.

Il y a moins d'un an, tout allait pour le mieux pour le directeur qui se vante d'être à la CGT. La direction décide d'allonger les horaires, les délégués CGT acceptent ; la direction décide de supprimer une prime, les délégués ferment les yeux. Qu'un travailleur vienne troubler une si parfaite collaboration et c'est le licenciement sans le moindre risque d'opposition syndicale.

Pour les travailleurs immigrés, c'est le racisme permanent « sale négro, bougnou », etc. ; pour les travailleuses, le mépris le plus total. Les ordres sont pon-

tués d'appellation du genre « femelles, salopes, putains », etc., les agressions sexuelles permanentes.

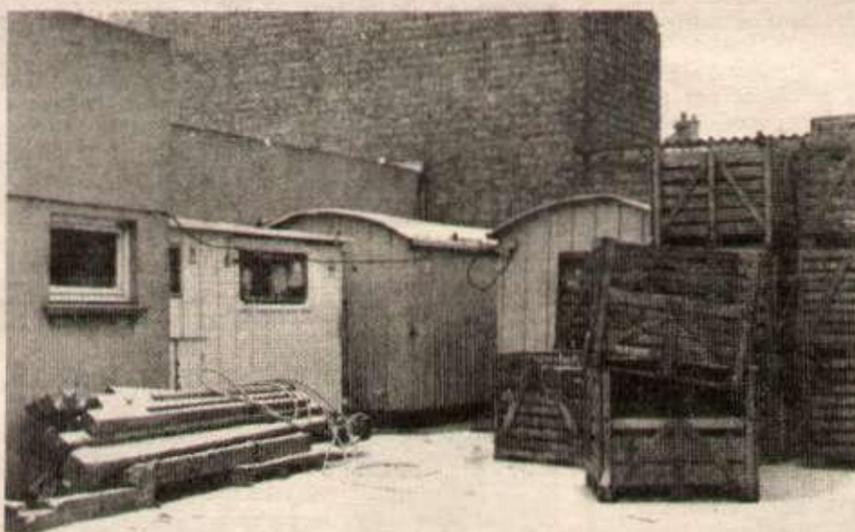
MALGRÉ LA
RÉPRESSION
DES TRAVAILLEURS
S'ORGANISENT

Fin 1977, plusieurs syndicats CGT et non-syndiqués créent une section CFDT. Dès le début, cette section aura à faire face à la collusion ouverte délégués CGT-direction ; des pressions de toutes sortes sont faites pour dissuader les travailleurs d'adhérer à ce syndicat.

Le premier texte affiché de la section CFDT dénonce les mesures illégales prises par la direction, notamment en ce qui concerne les heures supplémentaires. La direction prétextant le langage trop revendicatif licencie le délégué syndical pour faute lourde.

Le 4 février, le comité d'entreprise se prononçait sur le licenciement du délégué syndical. Les trois délégués CGT ont voté en chœur avec la direction le licenciement, alors que l'ins-

St-Pol-sur-Mer
Féroce exploitation



Un bungalow de chantier de 2 m 50 sur 5 m, haut de 1 m 80 où sont placés quatre lits, quatre casiers de rangement, table et chaises et un coin-cuisine de 1 m sur 1 m. Pas d'aérateur, seulement trois petites fenêtres. Sur le côté, un bungalow « salle d'eau ».

C'est pour un tel logement que le patron des Caves Sainte-Marguerite à Saint-Pol-sur-Mer (Nord) retient un loyer de 156 F par mois sur la paye des travailleurs immigrés ainsi

logés. De plus, ces bungalows se trouvent au fond d'une cour entourés d'empilements de caisses jusqu'à quatre mètres de haut. Imaginez ce qui arriverait en cas d'incendie !

Se loger ailleurs ? Comment le faire, quand pas loin de là, à Grande Synthe, la municipalité PS vient de fixer un taux « acceptable » d'immigrés dans les HLM et refuse déjà des logements à ceux-ci.

Quant au travail dans

ces caves, il s'agit d'une exploitation féroce pour la dizaine d'ouvriers immigrés qui y sont employés.

Deux d'entre eux racontent : « Je manipule 45 000 caisses vides et 45 000 caisses pleines par jour d'un bout à l'autre d'une chaîne. Pour ce travail qui est celui de deux personnes, je suis payé 2 100 F par mois. Quant à moi, je travaille à l'emplissage où je mets 8 000 bouteilles par heure en caisse pour le même salaire ! ».

peption du Travail se prononçait contre.

L'union locale CGT que contrôle le PCF semble partie prenante dans ce licenciement puisqu'à ce jour les délégués CGT d'Elis n'ont pas été exclus. Sans

doute n'est-on pas mécontent au PCF de voir une section CFDT décapitée dès sa création.

Déjà un travailleur adhérent à la CFDT a été licencié pour son appartenance syndicale.

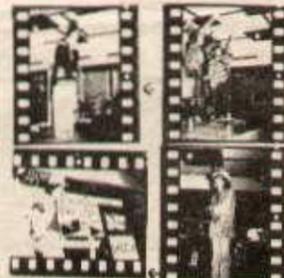
Pour ces « syndicalistes » peu importe la collaboration

de classe infecte des délégués CGT, l'important c'est qu'en fin de compte la CGT reste le seul syndicat à Elis. L'important pour le PCF, c'est de contrôler, d'encadrer la classe ouvrière pour l'utiliser pour son propre projet, ses propres intérêts et peu importe les moyens.

● SEXTAL
Succès
du gala

Depuis plus de trois mois, les travailleurs de Sextal (Terville) mènent une lutte résolue contre les licenciements.

Récemment, un gala de soutien fut organisé avec succès à Saint-Nicolas-en-Forêt (57). Débutant par la chorale des jeunes de Fameck qui interpréta la chanson de la grève, le gala fut animé par plusieurs chanteurs amateurs, un travailleur immigré qui récita des



poèmes, notamment sur la lutte du peuple palestinien et une troupe théâtrale « La troupe des trois vallées ».

Elle présenta un spectacle mis au point après des discussions avec les grévistes. Cette pièce met en scène les travailleurs en lutte, montre leur prise de conscience et fait un portrait mordant de « son altesse sérénissime » le capitalisme et de ses valets. Au total, un gala réussi qui renforce la solidarité et la lutte.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

• Paris

Une dimension nouvelle

Quelques 1 500 personnes ont participé au meeting de l'UOPDP de la région parisienne. Dans le hall d'entrée, dans les escaliers et en bas, avant d'entrer dans la grande salle, les travailleurs qui sont venus cette après-midi à la Mutualité ne manquaient pas de s'arrêter longuement aux tables de presse et de librairie, ainsi que devant les panneaux réalisés par les comités locaux. Les discussions sont animées.

Au comité du 19e, on a sans doute avancé dans l'unité des travailleurs des villes et des campagnes (question qui concerne tout autant Paris que les villes de province) : en effet, on peut y goûter tout en alimentant la souscription, un excellent vin de pays qui ne manque pas d'amateurs !

Présidé par André Druenne et Joël Perret, tous deux ouvriers et candidats dans la région parisienne, le meeting commença par une intervention sur le cadre de vie qui rappelle notamment toutes les luttes auxquelles cette question a donné lieu et leurs caractères souvent indépendants des partis bourgeois de droite comme de gauche qui s'y sont tous opposés mais maintenant rallongent leur programme de multiples promesses dans ce domaine.

Les conditions faites aux vieux travailleurs par la société capitaliste fait mériter aux hospices de vieillards le nom de « mouvoir » : une travailleuse de Coërentin

Celton montre comment le capitalisme pousse les vieux dans ces hôpitaux pour tirer profit de leur condition... sur le dos aussi d'un personnel surexploité qui, aujourd'hui, lève la tête et se bat en s'unissant aux vieux travailleurs.

La récente lutte des postiers déclenchée à Créteil est ensuite évoquée par un travailleur de ce centre de tri qui met en lumière le triste rôle des partis bourgeois de gauche et surtout la volonté des postiers de lutter contre les méfaits du capitalisme pour améliorer leurs conditions de travail, d'emploi, de salaires qui se dégradent constamment.

Intervient alors un travailleur, de fraîche date à l'UOPDP. A 42 ans, son expérience d'exploité n'est pas mince, ni celle de la révolte et de la lutte. Il appelle avec force à rejoindre l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne.

C'est avec une grande vigueur qu'une ouvrière

(candidate de l'UOPDP à Malakoff) évoque les conditions d'existence et les problèmes des femmes sous le capitalisme, les grandes luttes qu'elles ont menées, mènent et mèneront : elles ont leur place dans l'UOPDP !

Après un montage-diapos sur la politique impérialiste de la France, Patrick Pichot, ouvrier candidat de l'UOPDP à Paris (12e circonscription),

dans la première partie de l'intervention centrale démonte avec rigueur la politique et les projets des différents partis bourgeois de droite ou de gauche en piste pour la course au gouvernement.

C'est Jean-Louis Raboulet qui termine l'intervention centrale. Avec une ironie incisive, il ridiculise les politiciens bourgeois « qui nous promettent des lacets mais sont prêts à nous enlever les chaussures », démontre à l'aide de faits connus de tous leurs promesses et le danger qu'il y aurait à penser qu'avec la gauche, malgré tout, ce serait mieux pour les travailleurs.

Il soulève tour à tour les rires et l'enthousiasme de la salle. C'est toujours de manière simple, concrète, vivante qu'il décrit l'unité que nous voulons construire :

celle de la classe ouvrière, Français et immigrés, jeunes et moins jeunes, hommes et femmes, l'unité des ouvriers et des petits paysans, pour la lutte efficace contre le capitalisme. Dans cette unité, nous ne rejetons pas les membres du PCF qui luttent et veulent vraiment lutter avec les travailleurs.

Il décrit ensuite ce que nous entendons par la démocratie prolétarienne qui est à l'opposé de ce que nous impose le capitalisme tel qu'il est aujourd'hui ou comme nous le promettent les politiciens de gauche du genre Marchais.

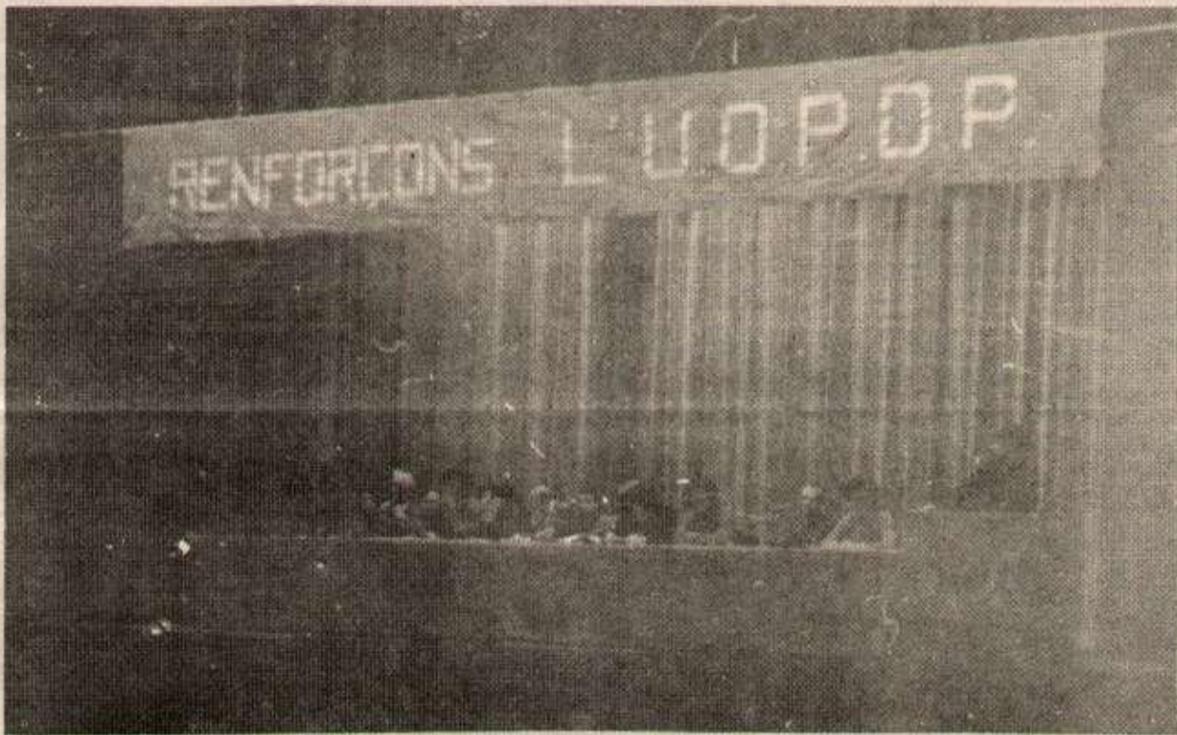
En quelques traits, il évoque le monde que nous voulons construire où les producteurs auront le pouvoir sur la production, auront tout le pouvoir, où l'on aura mis les parasites au travail.

Il dit l'espoir soulevé chez les travailleurs par les progrès et la volonté d'unification des deux partis marxistes-léninistes : le PCRML et le PCMLF.

Tous les candidats de l'UOPDP de la région parisienne viennent ensuite en scène et ils sont présentés.

Avant de laisser la place à l'excellente chorale de l'Union générale des étudiants tunisiens, c'est une puissante Internationale que chantent debout la tribune et la salle, forêt de poings levés.

Oui, un souffle nouveau, une dimension nouvelle : c'est ce que l'on sentait dans ce meeting, comme la certitude d'un élargissement à venir, conforme aux aspirations des travailleurs, un cuirassement toujours plus profond et plus indestructible dans le cœur de notre peuple.



• Rennes

Un rassemblement large et combatif

Venues de toute la Bretagne, un millier de personnes s'étaient réunies sous le grand toit des Lices, à Rennes. Ce fut d'abord une chorale, lançant des chants de luttes très entraînants, avant que ne s'ouvre le meeting, présidé par Jean-Marc Laforêt, candidat à Rennes-Nord.

Un hommage émouvant devait être rendu à la mémoire du camarade Guy Periou de Saint-Brieuc, brutalement décédé en début de semaine. Ce fut ensuite la présentation de dix candidats de Bretagne, vigou-

reusement applaudis.

De multiples interventions sur les luttes récentes ou en cours, un vigoureux tableau de la situation de la paysannerie laborieuse de la région, broché par un paysan, la dénonciation incisive du baigne capitaliste de Citroën, par J.G Le Cam, candidat de Rennes-Sud, marquaient le caractère de classe de ce meeting UOPDD.

Un ouvrier italien, ancien résistant, vieux communiste, puis un paysan finistérien, montaient à la tribune pour lancer un appel

à soutenir les candidats de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne et à rejoindre son combat, applaudis et avec quelle chaleur !

Après le salut d'un paysan corse d'Aïtu Paysanu, le communiqué commun des organes régionaux du PCMLF et du PCRML lançait un appel au développement des jeunes forces de l'UOPDP.

Alain Castan, du Comité d'initiative national, prenait alors la parole pour décocher aux politiciens de droite et de gauche des flèches acérées et développait les perspectives de lutte qui permettront à notre peuple d'avancer dans la libération socialiste.

Vraiment, une bonne journée de mobilisation, dans cette période de combat électoral, bien terminée par les saynettes percutantes de la troupe nantaise Jean Rigolot.

• Lille

Un riche contenu de classe

C'est avec plein succès que s'est tenu le meeting de la région Nord de l'UOPDP, rassemblant pendant 3 heures environ 300 personnes.

A l'entrée, étaient disposés des panneaux d'exposition réalisés par les différents comités de la région.

Le meeting commença par la présentation des candidats du Nord-Pas-de-Calais, dont un certain nombre intervinrent ensuite. Marc Leblanc, d'abord candidat dans la 1e circonscription à Lille, rappela la lutte des postiers et appela à l'unité de la classe ouvrière.

Wychowanok ensuite, candidat dans la 8e circonscription, ouvrier à la lainière de Roubaix, parla de la crise dans le textile.

Puis Michèle Tainmont, candidate dans la 13e circonscription, du Pas-de-Calais, retraça les luttes des mineurs contre le capitalisme depuis 1945, et développa les perspectives

Laurent Grisel, candidat à Dunkerque (11e circonscription) dénonça les méfaits du capitalisme, notamment à Usinor et développa les propositions du comité de l'UOPDP, pour mobiliser la classe ouvrière.

Ivana Polisini (4e circonscription) lança ensuite un appel à l'unité de la classe ouvrière, à l'unité français-immigrés.

Après quelques chants, très appréciés par l'assistance, de la « Lyre des Travailleurs » (dont par exemple : « Faut s'organiser »), Charles Villac, présente au nom du Comité d'Initiative national, l'intervention centrale. Dénonçant les méfaits de la crise, il a expliqué que la solution n'est ni dans la bourgeoisie de droite ni dans la bourgeoisie de gauche, et il a développé les perspectives

de regroupement anticapitaliste et antirévisionniste qu'offre l'UOPDP. Vivement applaudie, cette intervention a suscité l'enthousiasme et une dizaine de travailleurs ont pris contact et demandé à rejoindre l'UOPDP.

Vint ensuite un montage diapos illustré par une chanson de Gilles Servat et illustrant l'appel de l'UOPDP, suivi d'une chaleureuse Internationale et de la lecture d'un message de soutien de l'ASEC (Association des stagiaires et étudiants des Comores).

Un message commun de la fédération du Nord du PCRML et du comité de parti Jeanne Labourbe du PCMLF saluant la tenue du meeting et appelant à soutenir les candidats de l'UOPDP a été remis à la tribune.

Un riche contenu, comme on le voit, avec des interventions très concrètes, qui furent très appréciées.

• Paris

RÉUNION DE CONSTITUTION
D'UN COMITÉ DE L'UOPDP 15e

Lundi 27 février
à 20 h 30

Salle du patronage laïque
72, rue Félix Faure
Paris 15e

Métro Félix Faure

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

BORDEAUX

UN PORT QUI A PERDU SON ACTIVITE

Au XVIII^e siècle, Bordeaux trouvait son plein développement dans le port, de par le commerce triangulaire : commerce d'épices, de vins, créant ainsi une importante bourgeoisie des affaires. En effet, l'histoire de Bordeaux est intimement liée au colonialisme et à l'impérialisme. Son développement était dû au développement du colonialisme français. Cela est encore visible de nos jours quand on longe les quais et que l'on voit les entreprises que l'on y rencontre (un exemple : la première fabrique installée sur la rive droite de la Garonne à Bordeaux a été une fabrique de transformation de cisal en provenance de l'Amérique du Sud pour en faire de la ficelle).

Simultanément, se montaient de petits ateliers qui amenèrent une grande masse d'artisans et qui par la suite restèrent de petites boîtes, bien que nombreuses.

Les échecs du colonialisme et de l'impérialisme français, la situation propre à l'estuaire de la Gironde (estuaire peu profond) ont ralenti énormément les activités des quais, des constructions et réparations de bateaux, et les activités des petites usines de transformation du bois, etc.

C'est Lesieur dont la fermeture est annoncée depuis plusieurs années, qui licencie. C'est Beghin Say, dont les licenciements vont toucher de très nombreux travailleurs, en particulier immigrés. Plusieurs entreprises depuis longtemps implantées, ferment et licencient par centaines

(industries textiles et alimentaires).

Pour essayer d'en sortir de plus grands profits, les capitalistes installent des entreprises en Tunisie ou dans d'autres pays du tiers monde. Ce sont les grosses entreprises du bâtiment qui renoncent à prendre des chantiers en France pour signer des contrats avec l'Arabie Saoudite ou autre.

Cela, ainsi que la présence de nombreux travailleurs immigrés, principalement maghrébins, rend plus que nécessaire le combat contre l'impérialisme, le racisme et le travail à l'unité des travailleurs français et immigrés.

Même le secteur dit « public », très important à Bordeaux, a connu son plein essor et arrive à saturation.

Les plus grosses concentrations ouvrières sont dans le secteur métallurgie (Ford, SAFT, Bordeaux-Sud), surtout l'aéronautique (AIA, Dassault, SNIAS) Cogerma), moins dans le secteur de la chimie (COFAZ, Elf-Ambès) ; mais là aussi, on assiste à une augmentation assez importante du chômage partiel.

Aujourd'hui Bordeaux, c'est près de 600 000 habitants pour l'agglomération, soit un pôle important dans l'Aquitaine. Ville principale de l'Aquitaine, c'est vers elle que se dirigent les jeunes sans emploi, et les chômeurs qui voient l'impossibilité de trouver tout emploi dans leur ville, leur village.

L'Aquitaine est une région où le

chômage était déjà très fort et où les jeunes étaient obligés de quitter le pays pour trouver du travail comme c'est le cas pour les travailleurs des PTT. Avec la crise, il est encore plus difficile d'y trouver du travail. C'est pour cela que la volonté de vivre, de travailler au pays et de se battre pour cela est très forte parmi les jeunes, mais aussi chez les travailleurs plus âgés, très souvent d'origine rurale (près de 10 000 personnes quittent l'agriculture chaque année en Aquitaine), qui ont encore moins d'espoir de trouver un emploi.

La dispersion des petites boîtes, pourtant très nombreuses à Bordeaux, n'est pas favorable à une lutte organisée des travailleurs qui, face aux licenciements, sont souvent restés désarçonnés ou se sont laissés convaincre par les propos pessimistes et défaitistes des directions syndicales.

Ce fut le cas à Olibet. Ce fut le cas à Saint-Joseph où les « socialistes » et les « communistes » ont mis en avant la mauvaise gestion de l'entreprise et non pas le droit de chaque femme à avoir un travail. Ce fut le cas à l'annonce de la fermeture prochaine de l'unité de raffinage de la raffinerie du Bec d'Ambès (Elf-Aquitaine) Les ouvriers se sont mis en grève, une journée ville-morte à Ambès a eu lieu ; puis les dirigeants révisionnistes ont fait reprendre le travail pour soi-disant maintenir la productivité, bien que les ouvriers voyaient

clairement que le plan de reclassement dans les autres unités ne faisaient que reporter de quelques mois les licenciements.

Dans le secteur dit « public », c'est la mécanisation à outrance, c'est l'augmentation des cadences, c'est les licenciements : c'est le cas aux PTT (licenciements aux chèques postaux en 1972, création d'un centre de tri dernièrement) où la bourgeoisie met en place les infrastructures nécessaires pour diviser les travailleurs, les disperser, dégrader leurs conditions de travail. De même, à l'EDF, où la révolte des employés a déjà pu se manifester, allant à l'encontre des réformistes et révisionnistes eux-mêmes installés à de « hauts » postes de direction.

Le bâtiment, secteur traditionnel à Bordeaux, très important, jusqu'à il y a quelques années, reste principalement artisanal. Mais depuis, de grandes entreprises nationales s'y installent pour effectuer les gros chantiers :

- Mériadeck (construction du nouveau Bordeaux de Chaban)
- Tripode de l'hôpital Pellegrin
- Construction de la centrale nucléaire à Braud et Saint-Louis.

Les travailleurs immigrés y sont très nombreux. Les luttes contre les licenciements (SOCAE en 1976) et pour de meilleures conditions de travail (dernièrement) sont nombreuses. Il n'est d'ailleurs pas rare que les travailleurs de certains chantiers attendent des jours avant d'être payés.

● La communauté urbaine de Bordeaux Une proie à se partager

Les communautés urbaines comme celle de Bordeaux, ont été mises en place par les partis de droite entre 1967 et 1968, dans les grandes villes devenues invivables :

1 - Pour régler la course aux profits maximums des profiteurs, et permettre ainsi au capitalisme de se perpétuer sans que l'incohérence criarde dans l'urbanisation arrive au point de rupture.

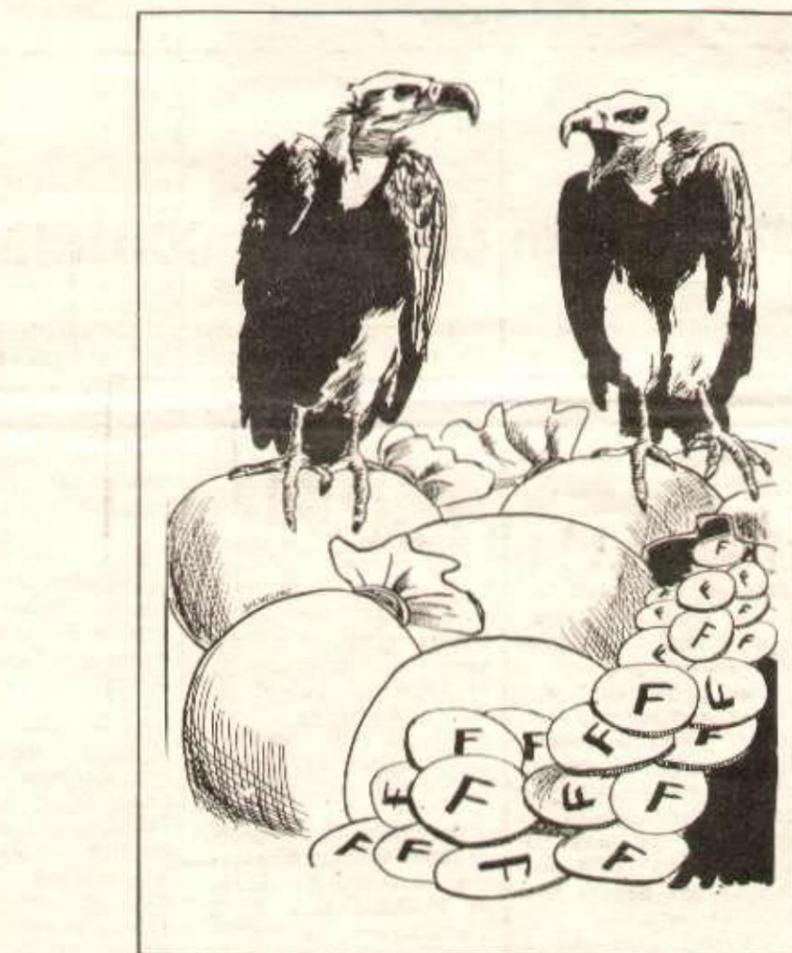
2 - Pour étendre et assurer le pouvoir de ces partis de droite sur la périphérie des agglomérations où les mairies sont souvent « à gauche ».

Jusqu'aux dernières élections la CUB était dirigée par Chaban-Delmas, maire de Bordeaux et a toujours été le théâtre de scandales et d'une bataille acharnée de requins entre les partis de droite et de gauche.

- Des scandales : c'est le cas de l'opération d'« Urbanisme » (sic !) du Lac, où une société d'économie mixte (la SEMIB) ayant fait faillite a aussitôt été renflouée par une autre (la SEMICO). Le coût de l'opération pour les contribuables a été de 300 millions !... C'est le cas de Mériadeck où les devis se sont trouvés multipliés par 5 ou 6 une fois les travaux faits, sans aucune justification...

- Une bataille de requins : il s'agissait pour Chaban de préserver des intérêts considérables, des bonnes places très lucratives et de mettre à l'abri des dossiers explosifs et scandaleux. Il s'agissait pour les partis de gauche de prendre le contrôle de tout ça.

Socialistes et communistes participent depuis longtemps au système de la CUB et à ses scandales, utilisant les mêmes méthodes que les partisans de Chaban. C'est ainsi qu'à Bègles, municipalité révisionniste, on voit se construire un supermarché sur un terrain prévu pour les jeux des enfants. Les méthodes sont seulement peut-être davantage enrobées de velours mais c'est



toujours la même poigne bourgeoise. Droite et gauche, tout en s'empoignant pour savoir si telle entreprise (comme Ford) sera installée sur une mairie à Chaban) au PS ou au PCF, s'entendent très bien par

contre quand il s'agit de financer grassement le capital en offrant des primes d'installation aux patrons (Ford, Siemens). Pour savoir qui aurait la direction de la CUB, l'anjou étant de taille, on a assisté l'é-

té dernier à de grandes manœuvres des différents partis bourgeois. En fin de compte, il y a eu accord entre le PS et Chaban pour s'octroyer les principaux postes (aujourd'hui, c'est Sainte-Marie, PS, qui préside la CUB, et Chaban qui est vice-président). Ce fut l'occasion pour les dirigeants du PCF de lancer le ballon d'essai sur la campagne de « virage à droite » du PS, pour essayer de passer pour les véritables défenseurs des travailleurs ; alors que la répartition des sièges des responsabilités est loin de leur être défavorable (mais sur cela, ils n'ont pas fait de publicité).

Bref, aujourd'hui, PS et PC forment la majorité face aux partisans de Chaban au sein de ce conseil d'administration, mais les méthodes n'ont pas changé et la CUB reste de même nature.

La communauté urbaine de Bordeaux regroupe 27 communes de l'agglomération bordelaise dont beaucoup sont dirigées par le PS et parfois le PCF. Elle est chargée des équipements et services collectifs. Son financement est assuré par les diverses taxes et impôts (sur salaires et impôts locaux) et par des subventions.

En apparence, c'est une simple affaire de gestion des biens publics. En réalité, c'est une véritable et énorme entreprise gérée comme une entreprise capitaliste :

- qui emploie 2 500 personnes
- qui fait travailler de très nombreuses entreprises privées
- qui collabore souvent ouvertement et étroitement avec les banques et les sociétés d'économie mixte qu'elle contrôle.
- qui est un énorme outil de contrôle politique sur toute l'agglomération par lequel « on » peut s'assurer des clientèles électorales et où « on » peut placer ses propres amis.

C'est une source d'enrichissement individuel pour ceux qui contrôlent la CUB

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

L'importance de la métallurgie et de l'aéronautique

Ce sont surtout les luttes des travailleurs des grosses usines de la métallurgie et de l'aéronautique qui sont connues sur Bordeaux, qui ont développé des contradictions importantes entre les travailleurs et les dirigeants syndicaux, bien souvent au service du réformisme et du révisionnisme. Luttés à travers lesquelles les communistes marxistes-léninistes ont développé leur agitation-propagande de façon importante.

— En 1962-1963, des mouvements à Dassault, en 1967, grève combative, victorieuse nationalement. Les marxistes-léninistes impulsent un comité de soutien.

— En 1968, grande lutte à la SAFT qui

se termine par les accords de Grenelle (négociations patronat/gouvernement/ syndicats) qui sont un rude coup pour les travailleurs et les travailleuses de l'usine.

— En 1974, de nouveau plusieurs semaines de grève pour de meilleures conditions de travail (contre les salissures : poussières de plomb) et pour une augmentation uniforme de 200 F par mois.

Les marxistes-léninistes accroissent leur influence, développent largement leurs positions à travers leur soutien. Ils dénoncent auprès des grévistes le travail de sape des révisionnistes qui s'opposent à de fermes piquets de grève et qui font reprendre le boulot après deux mois de grève

sans qu'aucune revendication ne soit vraiment acquise. A la même époque, en 1974, grève à Ford en liaison avec la SAFT.

— Bordeaux-Sud : c'est une lutte contre les licenciements.

— Et en 1976, c'est la fameuse lutte contre les licenciements et CONTRE LA REPRESSION A LA SEP, appuyée largement par les marxistes-léninistes, lutte qui se mène sans compromis, qui est réellement prise en main par les travailleurs et la section CFDT (qui impulsent un comité de soutien que les révisionnistes, comme le patronat, ne voient pas d'un bon œil). Ce sera l'affrontement plus ou moins ouvert avec les dirigeants révisionnistes de la CGT qui travailleront à la division, s'opposeront à la solidarité entre la lutte des travailleurs de Siemens et de la SEP.

Par la suite, il en sera de même pour la direction CFDT qui, dans le cadre de la « chasse aux sorcières », voudra exclure des travailleurs pour cette raison et réorganiser l'UD-CFDT, ne reconnaîtra pas l'existence de la section CGT de Siemens qui avait impulsé le mouvement et cherchera à implanter une section parallèle.

**INDUSTRIE DE POINTE
PATRON DE CHOC
la REPRESSION
s'abat sur les**



**TRAVAILLEURS
de la SEP
encore un
LICENCIEMENT**

**Inter Syndicale CFDT-FO-CGT
de la S.E.P. les 5 Chemins LE HAILLAN (97.05.46)**

UNE BANLIEUE OUVRIERE

Nous avons choisi de nous présenter dans la quatrième circonscription de la Gironde, qui est la banlieue rive droite de Bordeaux (quartier populaire de Bordeaux-Bastide, banlieues ouvrières et populaires de Floirac, Lormont, Bassens). C'est là que se trouvent certaines des plus importantes entreprises de Bordeaux : AIA, Siemens, Everytube, centre technique de l'EDF... et bien sûr la raffinerie d'Ambès.

La rive droite, c'est aussi les cités-dortoirs où sont parquées les familles ouvrières, cités HLM dont les loyers et les charges sont beaucoup trop lourds pour les familles touchées par le chômage total ou partiel, l'augmentation du coût de la vie.

C'est là aussi que révisionnistes et réformistes s'affrontent, tant pour prendre en main la gestion des municipalités, se partager le gâteau que pour essayer de maintenir les travailleurs sous leur coupe pour leurs intérêts.

LES CANDIDATS DE L'UOPDP

JEAN-CLAUDE CLUZAN : candidat titulaire, 35 ans.

Fils d'un ouvrier-peintre et d'une ouvrière, fille de paysans pauvres, son enfance est celle des fils d'ouvriers. Ses parents, ils les voient travailler dur et lutter pour assurer le salaire, se sacrifier pour assurer l'avenir des enfants. Son éducation, c'est dans la rue, à l'école primaire, puis au centre d'apprentissage qu'il l'acquiert. A la fin de son apprentissage, il entre comme ajusteur-monteur à la SNCF. Il y découvre la solidarité ouvrière, les grèves pour de meilleures conditions de vie et contre la sale guerre d'Algérie.

Au service militaire, effectué au lendemain de la signature des accords d'Évian, il découvre le fascisme que tentent d'inculquer aux jeunes quelques rebuts de l'OAS ; l'idéologie du « surhomme », les brimades, la haine raciale, les incitations aux ratonnades, les chants nazis... mais aussi la résistance des fils du peuple. C'est là qu'il prend conscience de la nécessité du combat politique contre le fascisme et le racisme et pour une autre société. Mais pour lui bien des questions sont obscures, ce qui l'amène à adhérer, en 1964, au PSU. La Grande Révolution culturelle prolétarienne en Chine, Mai 1968 l'amènent, pas à pas, à adhérer à la théorie marxiste-léniniste. Il découvre combien la dictature du prolétariat est, selon l'expression de Lénine, « un million de fois plus démocratique que la plus démocratique des républiques bourgeoises », et combien il avait été trompé, à propos de Staline, par la propagande bourgeoise.

Dès lors, son choix est fait et définitif, d'autant que huit années passées au PSU et à la CGT l'auront grandement instruit sur la véritable nature du réformisme et du révisionnisme ; il rejoint les rangs des communistes marxistes-léninistes.

CLAUDINE DARMANTE : candidate suppléante, 25 ans, un enfant.

« Comme beaucoup de jeunes, après avoir fait des études, je me suis retrouvée au chômage. N'ayant rien trouvé sur ma ville, j'ai commencé à me présenter à des concours pour trouver un emploi dans la région parisienne ou autre.

C'est comme ça que j'ai été embauchée à l'ANPE à Rouen.

Après avoir travaillé à l'unité des travailleurs français et immigrés, j'ai milité dans un groupe local se réclamant du marxisme-léninisme. J'ai rejoint le combat des communistes marxistes-léninistes en 1974 sur la base des positions aux élections en 1974, la fermeté devant l'Union de la gauche et sur la base de l'analyse des trois mondes ».



**DEMAIN
LIMOGES**

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

L'INSTRUCTION CIVIQUE A L'ARMÉE

La psychologie au service du bourrage de crâne

Les appelés du contingent reçoivent des documents concernant l'instruction civique à l'armée. Tout un programme est établi, en voici les principaux chapitres qui constituent le canevas général de l'instruction :

- Pourquoi une défense nationale ?
- Pourquoi une défense basée sur la dissuasion et pourquoi la dissuasion nucléaire ?
- Pourquoi un service national ?
- Pourquoi un service militaire d'un an ?
- Pourquoi des forces de manœuvre alors que nous disposons d'armements nucléaires stratégiques ?
- Pourquoi des armes nucléaires tactiques ?
- Qui décide de l'emploi des armes nucléaires et pourquoi ?
- Pourquoi une défense opérationnelle du territoire ?
- Pourquoi des forces d'intervention ?

Selon les documents officiels : « L'instruction civique a pour but essentiel de fournir une information complète sur les problèmes de défense afin de convaincre de la nécessité du service national ».

Un lecteur nous écrit qu'en vérité lors des classes, quand on nous a projeté plusieurs montages-diapos, tout allait dans le sens de devenir un bon citoyen qui, pour prendre part à la vie politique, va voter. Voilà à quoi se réduirait le rôle politique de ceux qui sont à l'armée.

A noter qu'en nous parlant des institutions, ils en profitent pour nous montrer la photo de Giscard ; et - était-ce un hasard ? - Chirac comme Premier ministre !

Ils font bien sûr une énorme propagande sur la prétendue neutralité de l'armée bourgeoise (voir HR du 24/02/1978). Dans les documents de l'armée, il est spécifié que « le rôle d'éducateur du chef de section... est délicat à assumer... une méthode trop autoritaire risque de ne pas convaincre, car elle serait SOUPÇONNÉE (souligné par nous HR) de propagande ! Un manque de persuasion, de chaleur humaine ne peuvent que renforcer le scepticisme de beaucoup ». ! En somme, tout le bourrage de crâne doit être fait en douceur.

Dans le chapitre sur le but de l'instruction civique, ils disent que l'instruction militaire a pour but essentiel la préparation au combat et qu'elle comporte trois points, l'un d'entre eux étant : « Une formation morale qui a pour but de donner à tous les personnels les raisons profondes qui leur permettraient d'accomplir leur devoir, s'il y avait lieu, et de faire en sorte que cette volonté se prolonge après l'exécution du service national ».

« L'instruction civique est une partie essentielle de cette formation morale. Elle a pour buts particuliers :

- De fournir une information objective sur les problèmes de défense ;

- De convaincre de la nécessité du service national ;

- De rappeler les règles principales de la vie en commun et de la vie civique ».

Nous avons déjà dit que la bourgeoisie cherche à cacher la mission principale de son armée, qui est celle de la défense de ses intérêts capitalistes et impérialistes, qu'elle prépare une armée de guerre civile entièrement tournée contre le peuple.

Ses « informations » sur la défense nationale (contre une agression extérieure) cachent en vérité d'où vient le danger : jamais le social-

impérialisme russe n'est désigné comme danger principal, aucune mobilisation du peuple n'est faite en ce sens, mais au contraire c'est la mystification de la prétendue « détente » qui est toujours mise en avant.

Dans tous ces domaines, la position des partis dits de gauche est identique à celle du gouvernement ; le PCF étant le plus actif à cacher les préparatifs de guerre de l'URSS, son vrai visage d'impérialisme, rivalisant avec les USA pour l'hégémonie mondiale.

D'autre part, les appelés n'ont pas une véritable instruction militaire ce qui fait que la plupart estime qu'ils perdent leur temps, ce

qui permet également aux dirigeants révisionnistes de demander une réduction de la durée du service militaire, au lieu d'exiger une véritable préparation militaire.

Le document ci-contre est significatif de l'état d'esprit des gradés : ils ont peur des objections des appelés.

A l'armée comme ailleurs (mais bien sûr dans des conditions spécifiques), tous les travailleurs qui veulent en finir avec le système capitaliste doivent mener la lutte de classe contre la bourgeoisie au pouvoir (et celle qui veut prendre sa place !), contre l'armée de métier, pour un certain nombre de revendications immédiates et en définitive pour le socialisme !

Extrait d'une circulaire militaire intitulée

«Comment répondre aux objections»

Les cadres chargés de diriger des séances d'instruction, et en particulier des séances d'instruction civique, peuvent entendre opposer à leurs arguments un certain nombre d'objections.

Celles-ci peuvent être formulées sans arrière-pensée, avec le seul but d'obtenir un complément d'informations. Mais elles peuvent aussi chercher à embarrasser l'instructeur ou à détruire ses arguments afin d'annuler les résultats recherchés par la séance d'instruction (...)

L'ATTITUDE A ADOPTER FACE AUX OBJECTIONS

(...) Il est nécessaire en particulier :

- D'écouter le ton sur lequel est faite l'objection ; il est important car il permet de situer l'interlocuteur ;
- D'éviter le duel qui risque de conduire à l'échec, même si l'instructeur a le dernier mot ; le perdant ne sera pas pour autant convaincu et l'auditoire comptera les coups ;
- De ne pas faire de l'objection un problème personnel, notamment en utilisant des arguments mettant en cause l'objecteur lui-même ;
- De ne pas heurter brutalement mais de recevoir l'objection en montrant qu'on porte attention à l'interlocuteur avant de traiter le problème lui-même ;
- De chercher à atteindre les sentiments des auditeurs plutôt que leur seule raison, c'est-à-dire de convaincre plus que de prouver.

QUAND FAUT-IL RÉPONDRE A UNE OBJECTION ?

La meilleure solution est de répon-

dre de suite, après un court moment de réflexion. Cette formule permet en effet à tous les auditeurs d'avoir connaissance des arguments de l'instructeur alors qu'ils ont encore l'objection en mémoire.

Mais, dans certains cas plus difficiles, la réponse peut être reportée à plus tard :

- Soit à la fin de la séance (« ce que vous venez de dire est important, nous en reparlerons dans quelques instants ; auparavant, nous devons encore remarquer... ») ;

- Soit au cours d'une séance ultérieure. Cette attitude permet de faire intervenir un spécialiste, un officier d'un grade plus élevé, etc. ou de préparer soi-même une réponse bien étudiée.

LES MOBILES ET LA FORME DES OBJECTIONS

Les objections peuvent obéir à l'un des mobiles suivants :

- Manifestation d'opposition à l'instructeur ;
- Méfiance globale vis-à-vis du sujet traité ;
- Hostilité face à l'instruction militaire ;
- Désir de briller, d'avoir raison ;
- Prise de position opposée systématique, due à une question de principe.

Elles peuvent avoir pour but de déplacer le problème, de détourner l'attention ou de faire dériver l'entretien sur des thèmes hors du sujet (...)

COMMENT TRAITER L'OBJECTION ?

Il faut tout d'abord essayer de déterminer à quel mobile obéit l'objection, afin de mieux adapter la réponse. Cette détermination est facilitée lorsque l'au-

ditore est bien connu.

La réponse peut alors utiliser l'un des procédés suivants :

1 - Répondre à l'objection et la réduire partie par partie ;

Réexprimer l'objection :

- Soit fidèlement pour inciter l'interlocuteur à préciser et à approfondir sa pensée, sans encore prendre partie et en le laissant vider son agressivité,

- Soit avec des mots qui en affaiblissent la portée on lui donne un contenu différent sur lequel l'argumentation est plus facile ;

Utiliser la méthode des questions ?

- Questions de diversion, qui s'enchaînent de façon telle que l'interlocuteur est amené à répondre lui-même à sa propre objection,

- Questions exploratrices qui amènent l'interlocuteur à préciser le sens de sa question, à en réduire la portée. On découvre ainsi qu'une objection très dure a pour seule origine une objection plus facile à réduire.

Renvoyer l'objection sur l'auditoire et essayer de trouver quelqu'un pour répondre « Que pensez-vous de cette réflexion ? ».

Marquer un point d'accord pour faire tomber la tension, puis reprendre l'entretien sous un angle nouveau (« Oui je comprends votre point de vue, mais il ne faut pas oublier que... »)

Dans certains cas, il peut être intéressant de devancer soi-même les objections lorsqu'on est à peu près certain qu'elles vont être formulées. (« Vous allez me dire que... »). Cette solution permet de choisir la forme de l'objection et de préparer avec soin les réponses voulues (...)